

## **Le dérapage permanent**

Le 22 avril 2009

Les prévisions de déficit de la sécurité sociale 2009 sont encore en hausse. Après une loi de financement de la sécurité sociale adoptée à l'automne 2008 prévoyant un déficit inférieur à 10 milliards, corrigé à 12 milliards par le Ministre du Budget en janvier, tout indique que ce déficit franchira en réalité la barre des 20 milliards dès cette année. Alors que le gouvernement a fait preuve en la matière d'un manque coupable d'anticipation, les socialistes avaient, pour leur part, prévu cette dégradation lors du débat parlementaire de l'automne 2008. Rétrospectivement, cela souligne l'hypocrisie de la loi de financement de la Sécurité sociale soumise au Parlement en novembre dernier et l'incapacité du pouvoir à maîtriser la situation financière. Des réformes de structure importantes sont nécessaires, que ni le PLFSS ni la loi Bachelot n'ont engagées.

Ce chiffre confirme par ailleurs l'ampleur de la crise de l'emploi et du pouvoir d'achat dans laquelle nous nous trouvons. L'aggravation du déficit de la sécurité sociale est le résultat de la diminution des recettes de la sécurité sociale, c'est-à-dire la traduction directe de la diminution de la masse salariale globale. Rappelons qu'un point de masse salariale représente environ 2 milliards de recettes pour la Sécurité sociale.

Face à ces perspectives, il est plus que temps de mettre en place un plan de relance - ce que le gouvernement refuse obstinément - fondé sur un soutien à la consommation, aux effets immédiats sur l'activité et donc sur l'emploi et le pouvoir d'achat, comme le font les Etats-Unis et de grands pays Européens.

En se murant dans ses dogmes, le pouvoir montre qu'il n'a rien saisi de la gravité du séisme social qui ébranle le système économique et menace notre système de protection sociale.

**Communiqué de Marisol TOURAINE,  
Secrétaire nationale à la Santé et à la Sécurité sociale**